

Sur les Gilets jaunes

épisode 07 / Du trop de réalité (conclusion du feuilleton)

« Aaaabh... ça fait du bien de se réveiller... et de se retrouver ici... de nouveau dans le réel, le concret, le véridique, le quotidien, le vrai !!! »¹

« La difficulté la plus immédiate pour nous, mais pas la plus insurmontable, est le fait que ces mouvements sont à l'image de la société dans laquelle ils ont éclo. En l'occurrence, des GJ peuvent se montrer racistes, antisémites, homophobes, misogynes, être de gauche comme de droite, ce qui fait que participer à un mouvement avec eux peut impliquer des concessions difficiles, voire insupportables. Et puis les aspects interclassistes de ce type de mouvement peuvent conduire certains d'entre nous à s'en défier totalement ou à renoncer à y participer de quelque façon que ce soit. Plus profondément, cela vient interroger notre vision et notre espoir de la révolution. »²

Le mouvement des Gilets jaunes est trop étrange pour qu'on puisse y voir un verre à moitié plein ou à moitié vide. Ne ressemblant à rien de déjà vu, il ne suffit pas de lister ce qui lui aurait manqué pour qu'il cadre avec des schémas préétablis ; on peine même, *a posteriori*, à l'intégrer aux théories prédictives qui, d'ailleurs, ne l'avaient pas vu venir. Le phénomène est pourtant connu, mais il surprend toujours : il arrive, parfois, que les prolétaires ne fassent rien comme prévu, et c'est très bien... mais cela n'est pas sans générer quelques inquiétudes.

En milieu « militant » [enlever ou rajouter des guillemets, au choix], « nous » étions plus habitués à côtoyer des prolétaires quelque peu politisés, fréquemment cégétistes, à analyser leurs actions sans en être jamais satisfaits, mais le mouvement des Gilets jaunes a secoué bien des certitudes, bien des habitudes. On se rappelle alors que les mouvements sociaux, les grèves généralisées ou les révolutions ne sont pas seulement menés par des « gens de gauche », pas uniquement par des individus avec lesquels on aurait pris plaisir, quelques jours plus tôt, à boire un demi en terrasse... Les Gilets jaunes peuvent être de ces piqûres-là, ils ne respectent rien, n'ont aucune référence culturelle « de gauche », sont enthousiasmants, imprévisibles, confus, perdus et parfois désespérants. Sans doute est-ce ce qui fait leur charme... [voir les épisodes précédents]

Le soulèvement des Gilets jaunes est pourtant une authentique révolte de prolétaires, une expression de la lutte des classes, avec toute sa complexité, ses contradictions et son cours incertain. Beaucoup de militants ont regretté son « impureté », mais qu'est-ce qu'une *pure* expression de la lutte des classes ? Une expression qui, comme hors-sol, serait insensible au monde qui la produit et débarrassée de « toute la pourriture du vieux système qui lui colle après » ? Les luttes du passé, même les plus rudes et les plus emblématiques, ne sont pas exemptes d'influences néfastes

1 Mic Delinx, Godard, *La Licorne de brume*, Dargaud, 1984, p. 7.

2 Lola Miesseroff, juin 2019.

ou de dérives, ni des croyances de leur temps. On pourrait, entre autres, évoquer la guerre des Paysans allemands ou la Commune de Paris [nous l'avons déjà fait dans l'épisode 05, chapitre « Le militant et les prolétaires »]. Arrêtons-nous par exemple un instant sur la grève générale de juin 1936 ; Léo Lagrange (député SFIO et membre du gouvernement de Front populaire) raconte à André Malraux : « *J'ai vu hier Ramette [député PCF], très inquiet de certaines des revendications des grévistes, nettement hitlériennes : interdiction du travail des femmes mariées – interdiction du travail des ouvriers étrangers. La tâche ne sera pas facile* »³. Elle ne l'a pas été pour ceux qui voulaient que les ouvriers reprennent le travail. Faut-il considérer que, dans la seconde moitié du XX^e siècle, le mouvement ouvrier est « pollué » par diverses croyances irrationnelles comme le syndicalisme, le parti ouvrier, le socialisme d'État, l'autogestion, ou bien qu'il s'agit du reflet de la période ?

Avec les Gilets jaunes, on a certes assisté à une prise de conscience collective, liée à une condition sociale commune, mais qui ne s'exprime que d'une manière très partielle et confuse. Leur mouvement n'a, au bout du compte, vécu pleinement que durant quelques semaines (jusqu'à la mi-décembre), avant de s'enrayer puis de s'engager dans un interminable dépérissement. L'absence d'un approfondissement de la lutte – « *c'est reculer que d'être stationnaire* » – aura été un frein à l'apparition d'une véritable conscience de classe et à des clarifications politiques et théoriques (par exemple, par rapport au discours interclassiste). Ne trouvant aucune issue ni dépassement, et alors que la plupart des Gilets jaunes ont abandonné depuis longtemps, le dernier carré entame une lente et stérile involution, ballotté entre rituel insurrectionnaliste, citoyennisme populaire et assembléisme d'extrême gauche.

La révolte des Gilets jaunes, de par son caractère spontané, charrie d'inévitables « défauts », mais il serait illusoire d'y voir un diamant brut à tailler à notre goût, ou bien encore une lutte qu'il s'agirait de libérer d'une gangue pour lui restaurer sa vraie nature (forcément plus conforme à nos vues et donc victorieuse). Est-ce à dire qu'il ne faut rien faire ? Être conscient de ses limites est déjà fort avantageux, et si agir en tant que prolétaire, avec les prolétaires tels qu'ils sont, réclame déjà beaucoup d'énergie, cela offre aussi bien des possibles.

Quel avenir nous promettent les Gilets jaunes ? Avons-nous affaire à un feu de paille sans lendemain, ou à un premier coup de semonce annonçant des lendemains de lutte ? Tout le monde semble s'accorder sur la seconde proposition. Pourtant, personne ne sait comment les Gilets jaunes vont réagir. Une partie d'entre eux pensent avoir obtenu gain de cause avec le retrait de la taxe carbone sur le diesel le 4 décembre ; mais tous ceux qui voulaient davantage, et ont continué à se battre après cette date, restent sur un échec qui pourrait entraîner une profonde résignation et une abstention sociale.

En réalité, et bien que les conditions de l'embrasement soient en France toujours présentes, rien ne permet de savoir si la prochaine explosion sociale d'ampleur s'y produira dans six ou douze mois, dans deux, cinq ou dix ans... Personne n'a vu venir cette explosion, mais elle ne nous a pas rendus plus clairvoyants.

La majorité des analystes et militants d'extrême gauche sont pourtant convaincus que « plus rien ne sera comme avant » et que le soulèvement des ronds-points annonce des révoltes d'une tout autre ampleur. Les prolétaires qui se sont mobilisés ont beaucoup appris, ont découvert leur puissance, ont tissé des liens et, la prochaine fois, forts et fiers de leur expérience, ils commettront moins d'erreurs, seront plus efficaces et plus rapidement... C'est en partie vrai, mais ce type de commentaire est fait après chaque mouvement exceptionnel (1995, 2005 ou 2006) ; or l'histoire du mouvement ouvrier montre que la lutte des classes n'a rien d'automatique et que l'expérience acquise dans les luttes n'accroît pas forcément la combativité – le plus souvent cette expérience se perd. Il ne faut pas non plus oublier que l'État tire, lui aussi, des leçons des événements et adapte en conséquence ses dispositifs afin d'endormir et de désarmer les prolétaires.

3 André Malraux, *Carnet du Front populaire 1935-1936*, Paris, Gallimard, 2006, p. 50.

Quid de l'organisation ? Les livres, tout comme nos expériences respectives, en témoignent : après une lutte d'importance ayant permis la constitution de noyaux de prolétaires radicaux, la volonté est grande de chercher à continuer la lutte, de s'organiser, de créer des collectifs et des coordinations. Les mêmes sources nous montrent pourtant que ces structures ne résistent pas au temps, sinon en s'institutionnalisant, en se sclérosant. Il est donc probable que la plupart des collectifs locaux et associations de Gilets jaunes créés au fil, et surtout vers la fin, du mouvement – qui sont fréquemment l'expression de ce qu'il y a de plus interclassiste –, s'ils existent encore, seront des obstacles parasyndicaux pour les futures mobilisations des prolétaires, pour leur auto-organisation spontanée et radicale ; ces quelques Gilets jaunes « institutionnalisés » se comporteront comme des militants, prétendront détenir expérience ou légitimité, voudront prendre en main le mouvement, mais seront tout autant en décalage et qu'en retard vis-à-vis de celui-ci. Il y a d'ailleurs fort à parier – et il faut l'espérer – que le prochain mouvement social d'ampleur prendra des formes différentes de celles des Gilets jaunes et qui nous surprendront à nouveau⁴.

La période de luttes initiée en décembre 1995 est-elle désormais révolue, et une autre, caractérisée par des luttes ressemblant davantage à celles des Gilets jaunes, s'ouvre-t-elle⁵ ? Pour le vérifier, il faudrait que les méthodes de la nouvelle, marginalisant syndicats et autres organisations traditionnelles du prolétariat, fassent aussi irruption sur le terrain du travail et de l'exploitation. Nous n'en sommes pas là. La question des lieux de production est pourtant capitale, car c'est là que se trouve le cœur du capitalisme – c'est le point de bascule. Le fait que l'État et le gouvernement soient associés, de manière assez confuse, et perçus comme un adversaire étend potentiellement le conflit de classe à toute la société ; mais il serait regrettable (comme c'est le cas avec les Gilets jaunes) que les lieux de production et d'extraction de la plus-value demeurent des îlots de stabilité. Sans cette extension, le soulèvement se cantonnerait, et se condamnerait, à l'émeute, ce qui, en définitive, revient à affronter un boxeur professionnel en utilisant des gants de boxe. Dans l'optique d'un postmouvement ouvrier organisé – un mouvement sauvage et autonome, confus mais sur une ligne « de classe », coordonnant des luttes sur les lieux de travail sans pour autant s'y enfermer –, les Gilets jaunes ajoutent aussi quelques traits à l'esquisse de ce que serait un embrasement à portée révolutionnaire : les prolétaires ne manqueraient pas d'abolir les séparations et de provoquer un gigantesque arrêt de travail durant lequel ils ne respecteraient pas les codes connus de la grève, encore moins ceux de la grève générale et, *en même temps*, ils s'en

4 Donc, soit nous serons déçus, car le mouvement sera davantage contrôlé (syndicalement et parasyndicalement), soit nous serons encore une fois perdus, étonnés et déboussolés par un mouvement correspondant encore moins (ou différemment) à nos schémas d'analyse, ce qui sera encore plus exaltant et confus.

5 « Où sommes-nous ? Il y a cette idée qui hante, celle d'une transition. Revenons un peu en arrière. Après l'ouverture par les socialistes en 1983 de la célèbre "parenthèse", la grève de décembre 1995 inaugure une période de résistance contre l'alignement du capitalisme français sur le modèle dit néolibéral. La possibilité de la grève générale fait son retour dans l'imaginaire, cheminots en avant-garde (dockers pour les villes portuaires), fonctionnaires en nombre, lycéens et étudiants en piétaille agitée... Une sorte de modèle à suivre, que beaucoup ont en tête tout au long de ces années de luttes défensives et... de défaites. 1995, 2003, 2006 (seule "victoire"), 2010, 2016. L'hiver 1995 a en fait inauguré le concept de "grève par procuration" : une minorité (fonctionnaires, entreprises publiques, bastions syndicaux du privé) cesse le travail, soutenue par une masse de travailleurs qui n'auraient pas "la possibilité" ou "les moyens" de faire grève, mais qui parfois se rendent aux manifs ; sans oublier l'opinion qui, sondages à l'appui, approuve. Or, depuis 2003, les manifestants ne cessent de se plaindre de l'inefficacité de ces défilés traîne-savates, des grèves au carré, des "magouilles" syndicales, etc., et les rangs se clairsèment. La grève par procuration a montré ses limites. Aujourd'hui [lutte contre la loi Travail en 2016], en un mouvement dispersé, tronçonné et ultra-minoritaire, la minorité qui se mobilise se réduit aux militants et syndiqués. Le mythe de la grève n'a pas du plomb que dans l'aile. Quant aux "nouvelles" pratiques (AG de lutte, assemblées, casse, etc.) dont on espère à chaque fois la généralisation, elles ne bouleversent aucunement la production. Elles font plaisir, mais sont plus le signe d'une décomposition que d'un dépassement car elles ne germent que sur les marges d'un mouvement en ruine. Est-ce la fin d'un cycle de lutte ? Pas des luttes, évidemment, ni de la lutte des classes ou du prolétariat. Mais, entre l'implication croissante d'une classe moyenne inquiète et les tentations populistes, peut-être va-t-on assister à de nouvelles formes de "mobilisation" dont les ND, l'ovni Bonnets rouges ou, pourquoi pas, la Manif pour tous, n'ont été que de peu ragoutantes préfigurations... ». Conclusion de l'article « La chose est devenue sérieuse. Notes et questions sur le mouvement contre la loi Travail », *Spasme*, n° 12, automne 2016, p. 30-37.

prendraient à l'État.

La révolte des ronds-points fait là aussi resurgir de sempiternelles questions. Faut-il que renaisse l'espoir de perspectives révolutionnaires pour que la révolution redevienne une possibilité crédible ? L'espoir de mettre un coup d'arrêt aux offensives capitalistes est-il suffisant ? On sait, bien évidemment, que ce sont les conditions économiques et sociales, les rapports de production qui permettent que de telles idées émergent, mais comment repèrent-on ce qui serait des « conditions subjectives » ? Doivent-elles d'ailleurs correspondre, dans le discours des révoltés, aux idées que s'en font d'ores et déjà les « amis de la révolution sociale » ? Ou bien ces derniers peuvent-ils être désarçonnés ? Il faut l'espérer.

Quid de la confusion ? Si un soulèvement comme celui des Gilets jaunes devait se reproduire, avec davantage de force, qu'en serait-il par exemple du discours interclassiste, de la question nationale, ou bien encore du souverainisme ? Comme nous l'avons déjà écrit [voir épisode 04], ce n'est pas tant la présence des références « patriotiques » qui est inquiétante que leur *persistance* (et donc leur acceptation) tout au long du mouvement. Il est probable que le prochain mouvement social d'ampleur résoudra cette question, dans un sens ou un autre. Même si cela nous semble peu probable, on ne peut par exemple pas évacuer la possibilité d'un mouvement qui, sur la forme, serait très proche de celui des Gilets jaunes, mais qui prendrait une tonalité anti-immigration (comme on a pu le voir en Guyane ou à Mayotte⁶), voire anti-immigrés, et/ou qui serait *véritablement* nationaliste.

Pour l'heure, nous l'avons déjà expliqué [voir épisode 04], le mouvement des Gilets jaunes représente une cuisante défaite pour l'extrême droite et, comme c'était prévisible, il n'a pas eu d'impact sur les élections européennes de mai 2019 (si ce n'est une modification de l'électorat macroniste). Ce courant pourrait-il malgré tout, à terme, en tirer profit, et en particulier le FN/RN ? Une telle question suppose de croire *possible* une victoire électorale de ce parti. Or, on peut se demander si la mobilisation d'une partie des Gilets jaunes n'est pas justement due, entre autres, à la prise de conscience, à la suite des élections de 2017, du fait que le FN/RN n'arrivera *jamais* au pouvoir puisque *tout*, hormis une minorité d'électeurs, s'y oppose. Est-ce que, dès lors, le mouvement des Gilets jaunes pourrait être annonciateur d'autre chose ? Par exemple d'une restructuration de l'extrême droite française voyant l'émergence d'un mouvement hors normes, forcément qualifié de « populiste », à l'image de l'hybride Mouvement 5 étoiles, et en mesure d'arriver au pouvoir ? C'est l'existence d'un FN/RN puissant qui, jusqu'ici, nous préserve d'une telle hypothèse ; qu'en serait-il en cas d'implosion de ce parti ? Aujourd'hui, au lendemain des élections européennes, des restructurations politiques semblent s'esquisser à gauche et, surtout, à droite, mais rien ne semble pour l'instant prendre une allure « populiste »⁷. Le devenir des principaux cadres « souverainistes » qui ont quitté ou ont été expulsés de la FI est néanmoins à suivre avec attention. Que se passera-t-il demain, en cas de crise majeure telle qu'un désastre financier mondial ou une dislocation de l'UE ?

En attendant, la démocratie libérale a survécu... aux Gilets jaunes. Alors qu'ils semblaient accumuler gaffes et erreurs de communication, Macron et les membres du gouvernement ont en définitive fort bien géré le conflit, distribuant quelques miettes, empêchant toute contagion et attendant le pourrissement. Malgré quelques reculades, le pouvoir d'État a su garder son cap et, par exemple, aggraver en janvier le sort des demandeurs d'emploi ; il n'y a pas eu de « crise de régime ».

6 Ce qui n'empêche pas qu'un mouvement né sur de telles bases puisse lui-même évoluer dans un tout autre sens, comme on l'a vu en Guyane. Sur cette question, voir l'article « Révolte en Guyane : la possibilité d'une île ? », *Spasme*, n° 13, été 2017, p. 28-40, et, sur Mayotte, les articles publiés par *Courant alternatif* d'avril à juin 2018. À une tout autre échelle, on ne peut que penser, comme signe peu encourageant, à la chasse aux Roms qu'ont connue pendant plusieurs jours, en mars 2019, certaines communes de Seine-Saint-Denis. <https://spasme.noblogs.org/2017/08/30/revolte-en-guyane-la-possibilite-dune-ile%E2%80%89/>

7 Les fantasmes autour de Marion Maréchal relèvent d'une autre logique (à « droite de la droite »), dont on voit mal comment elle pourrait tirer profit du mouvement des Gilets jaunes.

En décembre, quelle que soit la réalité de la menace Gilets jaunes ou de sa perception, l'idée d'une démission du président ou ne serait-ce que d'une dissolution de l'Assemblée nationale est impensable ; aucune alternative politique n'est d'ailleurs disponible pour rétablir le calme – encore moins une alternative économique, l'État et le capital ne pouvant accroître le coût du travail en France. Avec les Gilets jaunes, et contrairement à un mouvement social classique, *l'espoir* de l'arrivée au pouvoir de la gauche (laquelle ?) n'aurait d'ailleurs pas suffi à éteindre la mobilisation. Les différents secteurs du capital se devaient donc de soutenir Macron, et celui-ci devait rester en place et, si nécessaire, répondre par la force. Cela ne laisse rien présager de bon quant aux prochaines réformes antisociales qu'a prévues le gouvernement, notamment celles concernant les retraites ou le chômage, qui, en partie, ont prudemment été reportées. Mais pour l'heure, alors que les Gilets jaunes sont dénoncés comme une « menace fasciste », la République française poursuit sa dérive autoritaire, ce qui était prévisible dès le soir du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 : gouvernement par ordonnances, inscription de certaines mesures de l'état d'urgence dans le droit commun, répression d'une ampleur inédite, justice exceptionnelle sinon d'exception, loi anticasseurs, contrôle accru d'internet, etc. L'autoritarisme croissant des « partisans de la liberté » est tel qu'on ne voit pas l'intérêt que trouverait le capital dans l'arrivée au pouvoir du RN... réprimer les prolétaires ? Le parti de l'Ordre est déjà au pouvoir et le fait très efficacement⁸. Mais, avec de telles manières, on ne peut assurer durablement la cohésion de la société et reformer une communauté nationale, des éléments nécessaires au bon fonctionnement du capitalisme.

Les Gilets jaunes ne demandaient finalement *pas autre chose*, pas grand-chose. Ils ne cherchaient pas à bouleverser la société, mais à lui redonner un fonctionnement « normal », juste et équilibré, celui qu'elle avait « avant », pas forcément celui des Trente Glorieuses, mais ne serait-ce que celui d'il y a vingt ou trente ans. La nostalgie de l'âge d'or n'est vraiment plus ce qu'elle était. C'était donc, au sens littéral, un mouvement réactionnaire... tant il est vrai que, pour paraphraser Flaubert, les luttes « conservatrices », sur les retraites, les services publics ou le statut des cheminots, ne conservent plus rien. Cela suffit-il à perturber la bonne marche du capitalisme en France ? On a vu qu'il n'est pas techniquement impacté. Mais les manifestations hebdomadaires ont toutefois provoqué une réelle inquiétude dans les rangs des bourgeois, qui ont entrevu ce qu'il adviendrait de leurs biens (et peut-être de leurs personnes) si la situation dégénérait. Et, face au danger qu'a semblé représenter l'irruption de hordes de pauvres dans les beaux quartiers, ils ont fait corps, et ont su faire preuve d'une unanimité, d'un point de vue intellectuel et moral, dans leur condamnation des Gilets jaunes.

Pour assurer leur défense, ils ne disposent pas que de fonctionnaires de police. Ils rémunèrent aussi toute une panoplie de lanceurs d'alerte, oiseaux universitaires et sociologues censés annoncer les tempêtes qui approchent. Christophe Guilluy est de ceux-là [voir épisode 02], lui qui a été reçu par trois présidents successifs pour les avertir que le pire est désormais possible : il met les bourgeois en garde contre l'approfondissement des inégalités, l'écart grandissant des modes de vie et des perceptions (que résume l'opposition entre, d'un côté, le clan Macron et, de l'autre, les Gilets jaunes) et enfin une révolte des *gueux* contre ces élites qui désormais font « sécession » (expression de Christopher Lasch qui fait florès). Dans un tout autre style, on rencontre aussi le « docteur » Laurent Alexandre, apologiste de l'intelligence artificielle (IA), dont les propos font le buzz sur

8 L'arrivée au pouvoir du FN/RN ne pourrait d'ailleurs se faire sans un complexe processus visant au changement complet de l'image que les médias et les institutions donnent de cette formation et sans sa profonde transformation, un énième changement de nom et une complète éviction de la famille Le Pen. Le « *grand capital* » n'a en effet jamais soutenu le « fascisme »/FN, préférant l'utiliser comme repoussoir pour l'accession ou le maintien au pouvoir de tout autre candidat utile (ici Macron) et le passage en force de charrettes de lois antisociales et liberticides... Peut-on imaginer une Marine Le Pen présidente traitant les Gilets jaunes comme l'a fait Macron, sans que cela ne provoque l'irruption de millions de grévistes et de manifestants à travers le pays ?

Actuellement, l'arrivée au pouvoir d'un candidat RN à la présidence ne pourrait donc être que le fruit d'une incroyable cascade d'accidents électoraux (cela ne signifierait d'ailleurs pas que le RN puisse s'emparer de *l'appareil* d'État).

internet en ce mois de janvier 2019 : « Nous devons créer une société inclusive et trouver le moyen d'éviter qu'il y ait un gigantesque gap entre ce qu'Harari dans *Homo Deus*⁹ appelle des Dieux et des inutiles [...] Et les Gilets jaunes c'est la première manifestation de ce gap intellectuel insupportable que nous sommes en train de créer entre les winners, les Dieux d'Harari et les losers, les inutiles d'Harari. Et je reprends les termes d'Harari non pas pour m'en féliciter, mais pour alerter tout le monde sur le fait que la crise des Gilets jaunes n'est pas un épiphénomène, elle est là pour cent ans ! [...] Et la crise des Gilets jaunes est salutaire, elle nous montre à quelle vitesse nous entrons dans le cauchemar d'Harari [...] Nous devons créer une société de solidarité intellectuelle, c'est la première urgence. L'urgence n'est pas de devenir immortels, c'est d'éviter de multiplier des Gilets jaunes. »¹⁰

Il est vrai que les prolétaires occidentaux seront les premiers à être confrontés à la « révolution » transhumaniste qu'on nous annonce¹¹ ; son coût et ses conséquences seront tels que les contradictions de classe pourraient devenir volcaniques, avec des élites améliorées totalement « déconnectées » d'une réalité devenue davantage brutale et rugueuse. Laurent Alexandre représente la tendance social-démocrate du transhumanisme : pour que l'IA profite pleinement aux bourgeois, elle doit aussi « bénéficier » (ne serait-ce que marginalement) à la masse des prolétaires, sans cela ces derniers seront condamnés à une révolte, forcément féroce, qui pourrait mettre en danger tout le système. Mais, si le Docteur en voit les prémises dans les Gilets jaunes, c'est que le *gap* n'est pas qu'« intellectuel », ni culturel, mais avant tout social et, qui plus est, de plus en plus perceptible. Les contradictions de classe s'aiguisent et, désormais, plus personne ne peut nier que la question sociale est centrale (elle l'a toujours été).

Si, dans le futur, un soulèvement de prolétaires s'étendant à toute la planète (une révolution) devait advenir, mettre en danger, ou même à bas, le mode de production capitaliste¹², il y a fort à parier que, au début, il serait encore plus confus et violent que ne l'a, par exemple, été celui des Gilets jaunes, et à une tout autre échelle. Au début. Quant à ceux qui se battraient au cœur de formidables contradictions, quel vocabulaire utiliseront-ils ? Évoqueront-ils, au début, le pouvoir d'achat, les salaires ou l'exploitation ? Et ensuite ? Qu'importent en tout cas les mots qu'ils utiliseront pour décrire cet autre monde, celui qu'ils construiront et qui, pourquoi pas, pourrait très bien être exempt de salariat, de propriété, d'État, de valeur, de genre, de religion, etc. – qu'importe alors s'ils ne l'appellent pas, comme nous le ferions, communisme.

Tristan Leoni, juillet 2019.

Les épisodes de ce feuilleton ont été publiés et sont consultables sur

<https://ddt21.noblogs.org>

9 Yuval Noah Harari, *Homo Deus. Une brève histoire de l'avenir*, Albin Michel, 2017, 464 p.

10 Le fondateur de Doctissimo a tenu ces propos au plateau de Saclay lors d'une table ronde sur le transhumanisme, « Quel Homme pour 2050 ? », le 14 janvier 2019, devant les élèves de l'École polytechnique ; on peut les retrouver aisément sur YouTube. Début 2018, nous avions envisagé la recension de *La Guerre des intelligences. Intelligence artificielle versus intelligence humaine* (JC Lattès, 2017), ouvrage dans lequel Laurent Alexandre adopte cette posture de lanceur d'alerte afin de préserver les intérêts de sa classe.

11 Il semble qu'à l'heure actuelle seule la pénurie d'énergie, de terres et de métaux rares puisse en limiter la portée ; un élément qui n'est jamais pris en compte par ces docteurs Frankenstein.

12 C'est probablement la seule possibilité pour mettre un terme aux délires scientifiques et technologiques de la bourgeoisie et pour limiter la catastrophe écologique qui s'annonce. Il est à noter que la révolution sera d'ailleurs la plus radicale (et la plus brutale) des décroissances qu'on puisse imaginer, sans doute aussi (effondrement général excepté) la seule qui soit possible.